

La corruption dans les établissements de l'Enseignement Supérieur et Universitaire de Kisangani et ses conséquences dans l'éducation de la jeunesse

NGOYI MUAMBA Jean-Baptiste*

Résumé

Cette étude analyse la corruption dans l'enseignement supérieur à Kisangani (RDC) et ses effets sur la qualité de la formation. À partir d'entretiens avec 35 étudiants, elle identifie diverses formes de corruption : administrative, académique, morale et juridique – impliquant l'État, les enseignants, les autorités, les parents, les étudiants et la société. Nourri par des facteurs structurels et culturels, ce phénomène affaiblit la méritocratie, dévalorise les diplômes et mine la gouvernance. L'étude propose une stratégie intégrée fondée sur l'éthique, la transparence, la mobilisation collective, la numérisation et des sanctions exemplaires.

Mots-clés : Corruption, Enseignement supérieur, RDC, Gouvernance, Éthique.

Abstract

This study examines corruption in higher education in Kisangani (DRC) and its impact on training quality. Based on interviews with 35 students, it identifies administrative, academic, moral, and legal corruption involving the state, lecturers, authorities, parents, students, and society. Driven by structural and cultural factors, it undermines meritocracy, devalues degrees, and weakens governance. The study suggests an integrated strategy based on ethics, transparency, collective mobilization, digitalization, and exemplary sanctions.

Keywords: Corruption, Higher education, DRC, Governance, Ethics.

I. Introduction

L'éducation est l'un des leviers fondamentaux du développement économique, social et culturel. En République Démocratique du Congo (RDC), l'Enseignement Supérieur et

* Doctorant à la Faculté de Psychologie et Sciences de l'éducation de l'Université de Kisangani.

Universitaire (ESU) a pour mission de former une élite intellectuelle capable de relever les défis du développement national. Or, ce secteur est miné par une crise structurelle profonde où la corruption occupe une place centrale, compromettant la transmission du savoir, le développement des compétences et la formation de citoyens responsables. Longtemps négligée par la recherche (Hallak & Poisson, 2009), la corruption éducative affecte l'accès à une éducation de qualité, l'équité entre les apprenants et la confiance dans les institutions. En RDC, elle se manifeste par le monnayage des notes, le favoritisme dans l'attribution des stages ou diplômes, le harcèlement sexuel, la vente de sujets d'examen, le détournement des frais académiques ou la manipulation des évaluations. Ces pratiques, devenues banales, déstructurent la méritocratie et dévalorisent le savoir. Elles trouvent leur origine dans des facteurs structurels (précarité des conditions de travail, faiblesse des salaires, absence de contrôle) et culturels (tolérance sociale, banalisation des abus), dans un environnement institutionnel fragile (Dridi, 2013 ; Transparency International, 2007). Des expressions comme « branchement » ou « points sexuellement transmissibles » illustrent un climat où la réussite dépend moins de l'effort que de transactions financières ou sexuelles (Médiacongo.net, 2021). Si la corruption dans l'enseignement supérieur est un phénomène mondial, elle prend en RDC des formes spécifiques, renforcées par la faiblesse des mécanismes de régulation, l'instabilité économique et l'insuffisance des réformes (Sabakinu & Mpeye, 2007 ; Musambay & Paluku, 2014). Elle constitue un obstacle majeur à l'atteinte des Objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 4 qui promeut une éducation inclusive, équitable et de qualité (UNESCO, 2015).

Face à ce constat, cette étude poursuit trois objectifs : analyser les formes, mécanismes et manifestations de la corruption dans les institutions congolaises de l'ESU ; évaluer ses conséquences sur la qualité de l'enseignement, la motivation des étudiants, la valeur des diplômes et la confiance institutionnelle ; et proposer des stratégies adaptées, inspirées à la fois des bonnes pratiques internationales (Hallak & Poisson, 2009) et des expériences locales. Elle se veut à la fois diagnostic, plaidoyer et outil de sensibilisation pour les chercheurs, décideurs politiques, enseignants, étudiants et acteurs de la société civile engagés dans le redressement du système éducatif congolais. Hormis l'introduction et la conclusion, ce papier s'articule autour de plusieurs sections principales. La première clarifie les concepts clés et présente une typologie des différentes formes de corruption

observées dans l'enseignement supérieur et universitaire. La deuxième expose la méthodologie adoptée, décrivant le terrain d'étude, l'échantillonnage et les techniques de collecte et d'analyse des données. La troisième présente les résultats de l'enquête, mettant en évidence les acteurs impliqués, les formes spécifiques de corruption et leurs manifestations concrètes. La quatrième examine les conséquences de ces pratiques sur la qualité de l'enseignement, la motivation des étudiants, la valeur des diplômes, la gouvernance institutionnelle et les valeurs citoyennes. La cinquième section propose une discussion approfondie, intégrant les apports scientifiques et sociaux de l'étude et confrontant les résultats aux travaux antérieurs. Enfin, une section est consacrée aux stratégies de lutte, combinant mesures classiques et approches innovantes adaptées au contexte congolais.

II. Clarification des concepts

La notion de corruption a suscité de nombreuses définitions, variant selon les disciplines et les institutions. Dans une perspective économique, Jacquemet (2006) la définit comme une transaction illégale entre deux agents, où l'un tire profit d'une fonction publique ou privée à des fins personnelles. D'un point de vue juridique, Ngassa (2016) y voit un détournement de pouvoir exercé au bénéfice d'intérêts particuliers, souvent en échange de faveurs. Transparency International (2007), référence mondiale en matière de gouvernance, l'entend comme « l'abus d'un pouvoir confié à des fins privées », définition qui englobe aussi bien les acteurs publics que privés et qui insiste sur l'illégitimité de l'action, indépendamment de ses bénéficiaires. Dans le domaine éducatif, Hallak et Poisson (2009) précisent que la corruption se traduit par « l'usage systématique d'une fonction publique dans le secteur éducatif à des fins personnelles, avec un impact négatif sur la qualité, la disponibilité ou l'équité de l'éducation ». Cette définition est centrale dans le cadre de notre étude, car elle relie directement la corruption à l'efficacité du service éducatif et à sa finalité sociale. Lascoumes (1999) rappelle que la corruption ne se limite pas aux transactions financières, elle inclut aussi la transgression des normes, règles et valeurs attachées à une fonction. Ainsi, un enseignant qui manque à ses obligations éthiques et professionnelles participe à une forme de corruption éducative. La corruption dans l'enseignement supérieur ne se réduit donc pas à une simple malversation

financière : elle traduit un déclin éthique et fonctionnel, une rupture avec les principes de justice, de méritocratie et d'intérêt public.

a. Typologie de la corruption

Inspirée des travaux de la Banque mondiale (citée par Musambay & Paluku, 2014) et de recherches menées en Afrique centrale (Djateng, 2012 ; Ngassa, 2016), la typologie suivante met en évidence les principales formes de corruption observées dans le secteur éducatif congolais :

- *Corruption des décideurs* : elle se manifeste au sommet de la hiérarchie, notamment dans les ministères ou rectorats, par des détournements massifs de fonds alloués à l'éducation, souvent justifiés par des salaires insuffisants ou des pratiques institutionnalisées. Cette forme affaiblit la gouvernance globale et donne un exemple négatif aux échelons inférieurs (Musambay & Paluku, 2014).
- *Corruption administrative* : pratiquée par des agents administratifs, elle se traduit par l'exigence de pots-de-vin pour l'accès à des services pourtant légaux (délivrance de diplômes, inscriptions, stages). Elle crée un climat d'injustice où seuls les étudiants financièrement favorisés peuvent exercer leurs droits (Hallak & Poisson, 2009).
- *Corruption juridique* : plus discrète, elle concerne la violation des règles et procédures dans la régulation des activités académiques : promotions non méritées, sanctions arbitraires, impunité en cas de harcèlement. Active ou passive, elle mine la régularité des processus institutionnels.
- *Corruption morale* : subtile mais dangereuse, elle se manifeste par la dégradation des valeurs professionnelles : favoritisme, harcèlement sexuel, abus d'autorité, comportements immoraux sur les lieux de travail. Elle traduit un effondrement des standards éthiques et altère la crédibilité des enseignants (Dridi, 2013).
- *Corruption scolaire ou académique* : elle touche directement la fonction pédagogique : vente de sujets d'examen, monnayage des notes, favoritisme dans la notation, achat de diplômes. Hallak et Poisson (2009) la considèrent comme l'une des formes les plus pernicieuses, car elle détruit la méritocratie, démotive les étudiants et dévalorise les diplômes.

III. Méthodologie de l'étude

Cette étude repose sur une approche qualitative visant à comprendre les formes et les mécanismes de la corruption dans l'Enseignement Supérieur et Universitaire de Kisangani, ainsi que ses conséquences sur l'éducation de la jeunesse. La démarche méthodologique se décline en trois volets : le terrain d'étude, l'échantillonnage et la collecte des données.

a. Terrain d'étude

L'enquête a été menée auprès d'étudiants issus de plusieurs universités et instituts supérieurs de la ville de Kisangani, dans la province de la Tshopo, en République Démocratique du Congo. Le choix de ce site d'investigation s'explique d'une part par la position de l'auteur, doctorant dans une université locale, facilitant l'accès au terrain et la réalisation d'entretiens, et d'autre part par la diversité institutionnelle qui caractérise la ville, permettant de recueillir des points de vue variés sur le phénomène étudié. La présence des étudiants de deux sexes a également constitué un atout, en offrant une pluralité d'expériences selon le genre.

b. Technique d'échantillonnage

Le choix des participants a reposé sur un échantillonnage non probabiliste de type intentionnel ou construit, qui permet de sélectionner des individus possédant des caractéristiques précises en lien avec l'objet de recherche (Gilles, 1994). Cette technique a favorisé la diversité des perceptions et expériences relatives à la corruption. La taille de l'échantillon n'a pas été fixée à l'avance, mais déterminée par le principe de saturation, atteint lorsque la collecte n'apporte plus d'informations nouvelles (Dépelteau, 2003, cité par Ngassa Nya, 2016). Ce seuil a été atteint après 35 entretiens, répartis comme suit :

Tableau 1. Constitution de l'échantillon de l'étude

Institution	Filles	Garçons	Total
UNIKIS	3	4	7
ULK	2	2	4
IFA	2	3	5
IBTP	2	4	6
ISC	3	4	7
ISP	4	2	6
Total	16	19	35

Source : Construction de l'auteur.

c. Technique de collecte et d'analyse des données

La collecte des données s'est déroulée au sein de la population cible à travers des entretiens semi-directifs de type compréhensif. Ce type d'entretien, largement utilisé en recherche qualitative (Grawitz, 2001), laisse une marge de liberté au répondant tout en permettant au chercheur de recentrer la discussion si nécessaire. L'approche compréhensive, inspirée de Kaufmann (2004), place le participant au centre de l'échange et favorise un climat de confiance propice à la libération de la parole, y compris sur des sujets sensibles comme la corruption. Les entretiens, d'une durée moyenne de 25 minutes, ont été réalisés à partir d'un guide préétabli. Les propos recueillis ont été analysés en identifiant les thèmes récurrents, en mettant en évidence les convergences et divergences entre les témoignages et en les confrontant aux données issues de la littérature scientifique.

IV. Résultats

L'analyse des entretiens menés auprès des étudiants d'établissements supérieurs et universitaires de Kisangani a permis d'identifier plusieurs sources de corruption, ainsi que les acteurs qui la produisent et la reproduisent. Ces résultats montrent que la corruption s'inscrit dans un système complexe, marqué par l'interdépendance des acteurs, la faiblesse institutionnelle et la banalisation des pratiques illicites.

a. L'État congolais

En tant que garant du service public de l'éducation, l'État joue un rôle central dans la configuration du système éducatif. Or, la faiblesse chronique des investissements

publics est un facteur aggravant. Sabakinu et Mpeye (2007) notent la baisse continue des budgets alloués à l'éducation, qui ne permet ni la rénovation des infrastructures ni une rémunération décente du personnel. Cette précarité salariale alimente un cercle vicieux : enseignants et administratifs, mal payés et peu encadrés, sont tentés de recourir à des pratiques illicites pour compléter leurs revenus (Ngassa, 2016). L'absence de mécanismes de contrôle et de sanctions crédibles entretient un climat d'impunité, propice aux abus. Comme le souligne la Banque mondiale (2003), « là où les institutions de régulation sont faibles, la corruption trouve un terrain fertile ».

b. Les enseignants

Occupant une position stratégique dans l'interaction avec les étudiants, certains enseignants se livrent à des pratiques telles que le monnayage des notes, le harcèlement sexuel ou la vente des sujets d'examen (Dridi, 2013 ; Transparency International, 2005). Bien que souvent justifiées par la précarité des conditions de travail, ces pratiques constituent une grave violation de la déontologie professionnelle. Lascoumes (1999) rappelle que l'enseignant corrompu ne transmet plus des savoirs, mais des contre-valeurs, compromettant ainsi la mission éducative.

c. Les autorités académiques

Les responsables institutionnels (recteurs, doyens, directeurs) sont censés veiller au respect de l'éthique et au bon fonctionnement des structures. Cependant, dans certains cas, ils participent directement à la corruption, par exemple à travers des recrutements clientélistes, le détournement des frais académiques ou la manipulation des marchés publics (Musambay & Paluku, 2014). L'opacité des processus de gestion et l'absence d'audits réguliers favorisent un système où la gouvernance sert souvent des intérêts privés. Hallak et Poisson (2009) insistent sur la nécessité des mécanismes de transparence et de reddition des comptes pour contrer ces dérives.

d. Les parents

Certains parents, mus par le désir de garantir la réussite académique de leurs enfants à tout prix, participent directement ou indirectement à la corruption universitaire. Cela se

traduit par le versement de pots-de-vin, l'offre de cadeaux ou l'utilisation de relations d'influence pour faciliter l'admission, obtenir de meilleures notes ou assurer la réussite aux examens. Cette implication parentale découle souvent de la perte de confiance dans le système éducatif, où la méritocratie est affaiblie par les pratiques frauduleuses. Comme le soulignent Hallak et Poisson (2009), ce comportement, loin d'être marginal, renforce la culture du contournement des règles et envoie aux jeunes un message contraire aux valeurs de responsabilité et d'intégrité. En agissant ainsi, les parents contribuent à reproduire les logiques de corruption au sein même de la génération censée porter le changement.

e. Les étudiants

Certains étudiants ne sont pas de simples victimes, mais participent activement à la dynamique de corruption : tricherie, plagiat, achat de notes, souvent avec la complicité du personnel enseignant (Heyneman, 2004). La pression sociale, le désir de réussite rapide et l'imitation des figures d'autorité corrompues contribuent à cette implication. Une enquête menée au Cameroun par Ngassa (2016) montre que la tolérance vis-à-vis de la corruption augmente avec l'exposition prolongée à un environnement éducatif corrompu, constat transposable au contexte congolais.

f. La société ambiante

La corruption observée dans les établissements supérieurs et universitaires de Kisangani ne peut être dissociée du contexte sociétal plus large. Les normes et comportements dominants dans la société congolaise – tels que le népotisme, la recherche du gain facile et la banalisation des abus s'infiltrant dans le milieu académique et influencent les pratiques des différents acteurs. Comme le rappelle Lascoumes (1999), les institutions éducatives ne sont pas isolées : elles reproduisent les valeurs et dysfonctionnements de leur environnement social. Ce climat général, où la transgression des règles est tolérée, voire encouragée, affaiblit les efforts de moralisation interne et réduit l'efficacité des politiques de lutte contre la corruption. Hallak et Poisson (2006) soulignent d'ailleurs qu'il est illusoire d'espérer un système éducatif intègre dans une société où la corruption est systémique.

g. Conséquences de la corruption

La corruption dans l'Enseignement Supérieur et Universitaire en RDC entraîne des effets multiples et profonds qui touchent à la fois la qualité de la formation, le fonctionnement institutionnel et le devenir socio-économique du pays. Ces conséquences, observées à Kisangani et confirmées par la littérature scientifique, peuvent être regroupées en plusieurs dimensions :

➤ *Affaiblissement de la qualité de l'enseignement*

La corruption détourne l'enseignement de sa mission fondamentale, qui est de transmettre un savoir rigoureux et de former des compétences réelles. Le monnayage des notes, la tricherie tolérée ou l'achat de diplômes affaiblissent le niveau académique global, comme le soulignent Hallak et Poisson (2009).

➤ *Démotivation et perte de confiance des étudiants*

Lorsque la réussite ne dépend plus du travail personnel mais de transactions illicites, les étudiants consciencieux perdent leur motivation. Cette démotivation est souvent accompagnée d'un sentiment d'injustice et de résignation, conduisant à une acceptation passive de pratiques corrompues (Ngassa, 2016).

➤ *Dévalorisation des diplômes*

Les diplômes obtenus dans un système où les performances peuvent être achetées perdent leur crédibilité, tant sur le marché de l'emploi national qu'à l'international. Heyneman (2004) rappelle que cette perte de valeur compromet l'insertion professionnelle et la reconnaissance académique des diplômés.

➤ *Reproduction des inégalités sociales*

La corruption profite souvent aux étudiants disposant de ressources financières ou de réseaux d'influence, excluant de fait les plus défavorisés. Ce mécanisme renforce les inégalités et sape l'idéal méritocratique (Transparency International, 2007).

➤ *Affaiblissement de la gouvernance institutionnelle*

Les pratiques de détournement, favoritisme et clientélisme installent une culture de l'impunité au sein des établissements. Cela compromet toute tentative de réforme interne et alimente une défiance généralisée envers les autorités académiques.

➤ *Atteinte aux valeurs citoyennes et éthiques*

En normalisant le contournement des règles, la corruption universitaire contribue à l'érosion des valeurs de responsabilité, d'intégrité et de service public. Lascoumes (1999) met en garde contre ce délitement moral, qui dépasse l'enceinte des universités pour contaminer l'ensemble de la société.

En somme, les conséquences de la corruption dépassent largement le cadre académique : elles affectent la formation du capital humain, la compétitivité du pays et la cohésion sociale. Sans une action concertée et durable, ces effets risquent de compromettre durablement le rôle de l'enseignement supérieur comme moteur de développement en RDC.

V. Discussion

Les résultats de cette étude menée à Kisangani, montrent que la corruption dans l'enseignement supérieur et universitaire en RDC est un phénomène systémique, impliquant une pluralité d'acteurs et s'inscrivant dans un contexte institutionnel et socioculturel favorable à sa reproduction. Ce constat rejoint Hallak et Poisson (2009), qui affirment que la corruption éducative ne résulte pas uniquement de comportements individuels, mais d'un cadre global où les structures, les règles et les valeurs sociales interagissent pour la maintenir. L'État, en tant que garant du service public de l'éducation, porte une part importante de responsabilité. Le sous-financement chronique (Sabakinu & Mpeye, 2007) et l'absence de mécanismes de contrôle efficaces (Banque mondiale, 2003) créent un environnement propice aux abus. La précarité salariale pousse enseignants et administratifs à recourir à des pratiques illicites pour compléter leurs revenus (Ngassa, 2016). Comme le souligne Dridi (2013), la faiblesse des institutions et la mauvaise gouvernance constituent des catalyseurs majeurs de la corruption.

Les enseignants, occupant une position stratégique dans la transmission du savoir, sont parfois impliqués dans des pratiques telles que le monnayage des notes, le harcèlement sexuel ou la vente des sujets d'examen (Transparency International, 2005 ; Dridi, 2013). Même si certains justifient ces comportements par des conditions de travail précaires, ils représentent une violation grave de la déontologie professionnelle (Lascoumes, 1999). En agissant ainsi, les enseignants ne transmettent plus seulement des connaissances, mais aussi des contre-valeurs qui fragilisent la mission éducative. Les responsables institutionnels (recteurs, doyens, directeurs) ont pour mission de garantir l'intégrité et le bon fonctionnement des établissements. Or, comme le rapportent Musambay & Paluku (2014), certains participent activement à la corruption via des recrutements clientélistes, le détournement des frais académiques ou la manipulation des marchés publics. L'opacité des procédures et l'absence d'audits renforcent ce système. Hallak et Poisson (2009) insistent sur l'importance d'instaurer la transparence et la reddition des comptes pour inverser cette tendance.

Certains parents, animés par le souci d'assurer la réussite académique de leurs enfants à tout prix, ont recours à des pots-de-vin, à l'offre de cadeaux ou à l'usage de relations d'influence. Ce comportement découle d'une perte de confiance dans le mérite académique et alimente la culture du contournement des règles (Hallak & Poisson, 2009). En agissant ainsi, ils transmettent à leurs enfants des valeurs contraires à l'intégrité et contribuent à perpétuer les logiques de corruption.

Les étudiants, souvent considérés comme victimes, peuvent aussi être des acteurs actifs de la corruption : achat de notes, tricherie, plagiat, parfois en collusion avec le personnel enseignant (Heyneman, 2004). Ngassa (2016) montre qu'une exposition prolongée à un environnement corrompu augmente la tolérance vis-à-vis de ces pratiques, ce qui conduit à l'intériorisation de comportements frauduleux et à une remise en cause du principe de mérite. La corruption académique est intimement liée au contexte sociétal. Le népotisme, la recherche du gain facile et la banalisation des abus, largement présents dans la société congolaise, s'infiltrant dans le milieu universitaire (Lascoumes, 1999). Hallak et Poisson (2006) rappellent qu'il est illusoire d'espérer un enseignement supérieur intègre dans un environnement social où la corruption est systémique et tolérée.

Les effets observés sont multiples : La corruption entraîne un affaiblissement profond de la qualité de l'enseignement (Hallak & Poisson, 2009) en dévalorisant le savoir et en compromettant le développement de compétences réelles. Lorsque la réussite se négocie au lieu de se mériter, l'objectif fondamental de l'éducation former des citoyens compétents et responsables est gravement compromis. Elle engendre également une démotivation et une perte de confiance chez les étudiants intègres (Ngassa, 2016). Constatant que leurs efforts ne sont pas récompensés à la hauteur du mérite, ces derniers finissent par se résigner ou par adopter eux-mêmes les pratiques qu'ils condamnaient, ce qui renforce la normalisation de la fraude. La dévalorisation des diplômes (Heyneman, 2004) est une autre conséquence majeure. Un système où les performances peuvent être achetées perd toute crédibilité, tant sur le marché national que sur le marché international de l'emploi et des échanges académiques. Cette perte de valeur fragilise l'insertion professionnelle des diplômés et entame la réputation des institutions congolaises. Par ailleurs, la corruption favorise la reproduction des inégalités sociales (Transparency International, 2007) en donnant un avantage aux étudiants disposant de ressources financières ou de réseaux d'influence, au détriment des plus défavorisés. Ce phénomène sape l'idéal méritocratique et accentue les fractures sociales. Elle contribue aussi à l'affaiblissement de la gouvernance institutionnelle, en installant une culture de l'impunité et de la tolérance des abus. Cette situation empêche la mise en œuvre de réformes profondes et entretient la défiance des parties prenantes envers les autorités académiques.

Enfin, la corruption porte atteinte aux valeurs citoyennes et éthiques (Lascoumes, 1999) en banalisant le contournement des règles. Ce délitement moral dépasse le cadre universitaire pour influencer négativement l'ensemble de la société, en fragilisant la responsabilité individuelle, l'intégrité et le sens du service public. Sur le plan scientifique, cette étude enrichit la littérature congolaise, encore limitée sur le sujet (Sabakinu & Mpeye, 2007 ; Musambay & Paluku, 2014), par une typologie contextualisée de la corruption — administrative, académique, juridique et morale — inspirée de Hallak et Poisson (2009) et adaptée au contexte local. Elle articule sociologie de l'éducation, gouvernance et éthique publique pour offrir une compréhension systémique du phénomène. Sur le plan social, elle met en lumière les effets destructeurs de la corruption sur la jeunesse, la qualité de l'enseignement et la crédibilité des institutions. Elle offre

une base empirique pour des réformes adaptées, en donnant voix aux étudiants et en plaçant leurs réalités au centre du débat. En définitive, la lutte contre la corruption nécessite une approche intégrée impliquant l'État, les enseignants, les autorités académiques, les étudiants, les parents et la société civile, combinant réformes structurelles, éducation à l'intégrité, transparence et sanctions effectives.

VI. Stratégies pour combattre la corruption

Au-delà des approches classiques déjà mises en avant dans la littérature (Hallak & Poisson, 2009 ; Transparency International, 2007), la lutte contre la corruption dans l'Enseignement Supérieur et Universitaire congolais peut bénéficier de stratégies innovantes et contextualisées. Ces pistes reposent sur une combinaison d'outils technologiques, de mécanismes participatifs et de réformes institutionnelles ciblées :

1. ***Numérisation et traçabilité des opérations académiques*** : L'instauration de plateformes numériques sécurisées pour les inscriptions, paiements et consultations de notes permettrait de limiter les contacts directs entre étudiants et agents, réduisant ainsi les occasions de transaction illicite. Chaque opération enregistrée laisserait une trace consultable, rendant les manipulations plus difficiles et plus facilement détectables.
2. ***Comités indépendants de contrôle composés d'acteurs mixtes*** : La création de cellules de veille et d'audit dans chaque établissement, composées d'enseignants intègres, d'étudiants élus, de représentants de la société civile et de membres externes, favoriserait la surveillance des pratiques administratives et pédagogiques. Ces comités, dotés d'un mandat clair et de moyens d'action, seraient chargés de traiter les plaintes et de publier des rapports publics réguliers.
3. ***Protection et encouragement des lanceurs d'alerte*** : L'instauration de mécanismes confidentiels et sécurisés de signalement permettrait aux victimes et témoins de corruption de dénoncer les abus sans craindre de représailles. Des textes réglementaires devraient garantir cette protection et encourager le signalement comme un acte citoyen.
4. ***Contrats de performance et évaluation périodique des enseignants et administrateurs*** : La mise en place de contrats annuels intégrant des objectifs de performance, associés à des évaluations par les pairs et les étudiants, contribuerait

à responsabiliser le personnel académique et administratif. Les résultats de ces évaluations devraient être pris en compte dans les promotions, affectations et renouvellements de mandat.

5. **Formation continue obligatoire en éthique et gouvernance** : Un programme régulier de formation en éthique professionnelle, gouvernance universitaire et lutte contre la corruption devrait être instauré pour les enseignants, administrateurs et étudiants leaders. Cette formation, contextualisée au cadre congolais, viserait à renforcer les compétences en prise de décision éthique et à consolider la culture de l'intégrité.
6. **Sanctions exemplaires et publicité des décisions disciplinaires** : Les sanctions liées aux actes de corruption doivent être appliquées avec rigueur et transparence. La publication des décisions disciplinaires au sein des établissements, tout en respectant les règles de confidentialité, permettrait d'envoyer un signal fort et dissuasif aux acteurs tentés par ces pratiques.

Ces stratégies, combinées aux approches plus traditionnelles, permettraient de bâtir une réponse systémique, associant innovation technologique, engagement citoyen et réforme institutionnelle. Elles ne peuvent cependant réussir que si elles sont portées par une volonté politique claire et un suivi rigoureux dans le temps.

Conclusion

La corruption dans l'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo constitue un frein majeur à la formation d'un capital humain compétent et à la réalisation des ambitions de développement du pays. L'étude menée à Kisangani a montré que ce phénomène résulte d'un enchevêtrement de facteurs structurels sous-financement chronique, absence de mécanismes de contrôle, faiblesse institutionnelle et de facteurs culturels tolérance sociale, banalisation des abus, impliquant une pluralité d'acteurs : État, enseignants, autorités académiques, étudiants, parents et société ambiante. Les résultats révèlent que la corruption se manifeste sous des formes diverses administrative, académique, morale et juridique et entraîne des conséquences profondes : affaiblissement de la qualité de l'enseignement, démotivation des étudiants, dévalorisation des diplômes, reproduction des inégalités sociales, affaiblissement de la

gouvernance institutionnelle et érosion des valeurs citoyennes. Ces effets combinés compromettent la mission fondamentale de l'éducation, qui est de former des citoyens compétents, responsables et intègres. La lutte contre ce fléau ne peut se limiter à des mesures ponctuelles ou répressives. Elle requiert une approche globale reposant sur un engagement politique fort, un leadership éthique au sein des institutions, la transparence, la reddition des comptes, la mobilisation de tous les acteurs, ainsi que des campagnes de sensibilisation et une éducation à l'intégrité dès le secondaire. À ces mesures doivent s'ajouter des stratégies nouvelles et adaptées au contexte congolais : numérisation et traçabilité des opérations académiques, comités indépendants de contrôle, protection des lanceurs d'alerte, contrats de performance et évaluations périodiques, formation continue en éthique et gouvernance, et sanctions exemplaires assorties de la publicité des décisions. Ces actions, combinées à un changement culturel et sociétal profond, constituent les bases d'une réforme durable. En définitive, restaurer l'intégrité et la performance du système éducatif congolais exige de replacer la méritocratie, la justice et l'intérêt public au centre de l'action éducative. C'est à ce prix que l'enseignement supérieur pourra redevenir un espace d'excellence et de transformation sociale, capable de former des générations prêtes à relever les défis du développement national.

Références bibliographiques

- Banque mondiale. (2003). *Rapport sur la gouvernance dans le secteur de l'éducation*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Bray, M. (1999). *À l'ombre du système éducatif : Le développement des cours particuliers. Conséquences pour la planification de l'éducation*. Paris : Éditions du Cerf.
- Dépelteau, F. (2012). *La démarche d'une recherche en sciences humaines : De la question de départ à la communication des résultats*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, De Boeck.
- Djateng, F. (2012). *La corruption dans le secteur de l'éducation : Pratiques et faits*. Cameroun : Zeii Network Bafoussam.
- Dridi, M. (2013). Corruption dans le secteur de l'éducation : Une typologie des conséquences. *MPRA Paper No. 51482*. University of Munich.
- Gilles, A. (1994). *Éléments de méthodologie et d'analyse statistique pour les sciences sociales*. Québec : McGraw-Hill.
- Grawitz, M. (2001). *Méthodologie des sciences sociales* (11e éd.). Paris : Dalloz.

- Hallak, J., & Poisson, M. (2006). *Governance in education: Transparency and accountability*. Paris : IIPÉ-UNESCO.
- Hallak, J., & Poisson, M. (2009). *Écoles corrompues, universités corrompues : Que faire ?* Paris : UNESCO.
- Heyneman, S. P. (2004). Education and corruption. *International Journal of Educational Development*, 24(6), 637-648.
<https://doi.org/10.1016/j.ijedudev.2004.02.005>
- Jacquemet, M. (2006). Microéconomie de la corruption. *Revue Française d'Économie*, 20(4), 118-159.
- Kaufmann, J.-C. (2004). *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.
- Lampman, R. (2002). The ethical failure of educational systems. *Journal of Moral Education*, 31(1), 3-14.
<https://doi.org/10.1080/03057240120111497>
- Lascoumes, P. (1999). *Corruption*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Musambay, R., & Paluku, M. (2014). La corruption : Compréhension du phénomène et enjeux en RD Congo. *Annales de la Faculté des lettres et sciences humaines, P.U.K*, 18, 45-63.
- Ngassa Nya, Y. D. (2016). La corruption en milieu scolaire au Cameroun : Les opinions des élèves comme moyen de compréhension du phénomène. *HAL Open Science*. <https://hal.science/hal-01358037>
- Patrinos, H. A., & Kagia, R. (2007). *Maximizing the performance of education systems*. Washington, DC : World Bank.
- Sabakinu Kivilu, J., & Mpeye Nyango, T. (2007). *Éducation, recherche scientifique et technologie au Congo*. Kinshasa : Bibliothèque Nationale.
- Tanaka, S. (2001). Corruption in education sector development: A suggestion for anticipatory strategy. *International Journal of Educational Administration*, 2(4), 153-160.
- Transparency International. (2005). *Rapport sur le baromètre mondial de la corruption*. Berlin : Transparency International.
- Transparency International. (2007). *La corruption dans le secteur éducatif* (Document de travail n°4/2007). Berlin : Transparency International.
- UNESCO. (2015). *Objectifs de développement durable – ODD 4 : Éducation 2030*. Paris : UNESCO.